

Handball : Le Chambéry SH semble sur la bonne voie après ses succès face à Saint-Raphaël et Aix en Provence. **T N'Guesan (sélectionné en équipe de France) et Melwyn Richardson** (bon sang ne saurait mentir) ont bien contribué à ce redressement. Pour la dernière journée des matchs aller, les Chambériens n'ont pas brillé au Phare face à Tremblay, s'inclinant de justesse. Rechute ou accident ?

Dans le championnat régional (Pré-National), **les handballeuses et les handballeurs de l'ASSAU** (Albertville-Ugine) se distinguent par leur classement et méritent le titre honorifique de meilleures équipes de sports collectifs (rugby et football sont beaucoup moins convaincants) du bassin albertvillois. Les Féminines, dignes des fameuses Red Girls de naguère, sont en tête, à la lutte avec Bourg de Péage et Pôle Sud 38 pour l'accession en Nationale 3. Les garçons, managés par un connaisseur, notre ami **Thierry Cointy**, se sont bien repris après un début laborieux et occupent la 4^e place suite à une victoire contre le 3^e, Guilherand-Granges. **La famille Cointy s'illustre aussi grâce à Emilie** qui, sur l'île de la Réunion, terre de handball, fait partie d'une des bonnes équipes de l'île au parfum de vanille.

Rugby : La situation s'est aggravée pour le **SOUA** Albertville désormais lanterne rouge de la poule 16 de Fédérale 3. Les équipiers de JF Blanc doivent garder le moral et rester soudés pour conserver l'espoir du maintien. Avec le retour des blessés, la tendance peut être inversée.

Face au Bourgogne de Beaune, la Mondeuse **de Montmélian** s'est démenée en vain. L'USM finira l'année au Creusot où elle peut espérer un succès qui lui donnerait un bilan équilibré pour cette première partie du championnat. En Fédérale 1 (c'est la seule formation du Comité des Alpes à ce niveau), **le SOC a buté sur le ROC** (La Voulte-Valence) et s'est incliné séchement après avoir frôlé l'exploit à Romans. L'absence de ses atouts maîtres, Berchesi, Mangione et Venter peut aider à comprendre ce revers mais il y a des réservistes de qualité comme le montre la place de l'équipe 2, actuellement première.

Biathlon : Les jeunes Françaises, spécialement les Savoyardes, ont réalisé de belles performances lors des premières épreuves de Coupe du Monde. **Marine Bolliet** de La Féclaz s'est classée 8^e et 1^{ère} française de la poursuite d'Ostersund. Et **Coline Varcin**, petite-fille de notre sympathique ami mandoliniste d'Esserts-Blay, prend aussi de l'altitude avec une 19^e place en Suède.

Ski alpin : **Alexis Pinturault** de Couchevel a encore tracé de belles courbes lors du slalom géant de Beaver Creek (E U) où il a pris la 2^e place, tout près de Liget.

Gérard Simon

A vous, mes amis...

La lettre de Michel Etiévent

Quand je vois la crise s'approfondir, les usines tomber, grossir le flot des pauvres, le racisme ravager l'avenir, la haine sourdre, quand je vois des copains fatigués désertir le front des résistances, des intellos bidon faire du fric avec le vide, prêcher le renoncement ou la ringardise à longueur de livres ou d'antenne, quand je vois le décor de nos vies s'enfoncer dans la télé « *déréalité* », parfois, moi aussi, j'aurais envie de tout laisser tomber, de sauter du train de la résistance, de m'effondrer dans mon canapé chaud, une pile de livres aimés comme futur, ou me perdre à tout jamais sur la beauté de mes sentiers, ne plus rien voir, ne plus rien entendre, « *jouir de la vie* », comme ils disent.

Eh ben non, ça ne dure jamais longtemps, parce qu'aussitôt je repense à tous ces copains de misère, ces traîne la faim de dignité qui, au long des siècles, malgré les désespérances les plus noires, n'ont jamais laissé faire, ces enfants des mines qui nous livraient l'énergie du syndicalisme, ces communards écrasés qui se relevaient et montaient pour nous « *à l'assaut du ciel* », ces copains comme Croizat, Paul, Semard, tous ces anonymes des luttes qui se faisaient casser la gueule dans une Europe minée par le fascisme, qui désespéraient eux aussi devant l'allongement des files de chômeurs aux crises de 29, mais qui se relevaient sans cesse, nous livrant nos grands conquies du Front populaire...

Quand je pense à tous ces jeunes Mûquet, à tous ces résistants qui auraient pu, eux aussi, désertir le combat clandestin ou les maquis, et se réfugier dans le confort d'une France collabo ou indifférente, ces jeunes du CNR qui réalisaient une fabuleuse utopie dans une France assaillie par la répression et les ruines, et nous livraient la Sécurité sociale, la retraite et un héritage social considérable... Oui, quand je pense à tout cela, alors je me relève, certes je chancelle, mais je suis debout et je repars sur le chemin des luttes et des conférences, gonflé de l'espoir de ceux qui ont nourri mon histoire de dignité.

Michel Etiévent

Chambéry

Emprunts toxiques, précision

Dans le car savoyard conduisant les militants antifascistes manifester contre le FN à Lyon, sans doute pour mieux sceller l'unité nécessaire, des tracts furent distribués mettant en cause « *B. Laclais* » et « *G. Fajeau* » à propos des emprunts toxiques de la ville de Chambéry. Précisons donc qu'à notre connaissance, lorsque Guy Fajeau fut élu conseiller municipal, les emprunts toxiques avaient déjà été contractés. La datation au Carbone 14 devrait confirmer. Mais le vrai problème est l'attitude des banques et l'absence d'un pôle public bancaire pour aider les communes.

Editorial

«Libérer l'activité» ... ou accroître l'exploitation ?

S'exprimant devant les micros d'une station de radio, l'économiste Jacques Sapir a lancé une boutade destinée à faire réfléchir : « *Et si on rétablissait l'esclavage ?* »... Il réagissait ainsi aux propositions du ministre de l'économie et des finances, l'ancien banquier Emmanuel Macron. En effet, si elles étaient mises en œuvre, ces propositions constitueraient une régression sociale sans précédent. Il s'agit, pour le pouvoir, de soumettre le monde du travail au monde du capital sans aucune limite juridique. La formule « *gouvernement de gauche* » n'a plus aucun sens.

Il est vrai que des historiens reconnus expliquent, sans sourcilier, que le sacrifice de dizaines de milliers d'esclaves a permis d'ériger les pyramides d'Egypte... Au fond, comme l'écrit le PCF, « *le nouveau servage qu'Emmanuel Macron veut organiser serait le prix à payer pour, comme il le dit, libérer l'activité* ».

On pourrait même, pour « *libérer l'activité* » de Serge et Olivier Dassault, leur épargner la médiatisation (*pourtant timide*) des sacs de plastique bourrés de billets de banque venus de Suisse, et visiblement destinés à l'achat de voix lors des élections. La famille en a besoin pour asseoir sa situation politique et poursuivre ainsi une activité économique « *sécurisée* ». Foin de petites juridictions, voyons plus loin, prenons en compte ce que les Dassault ont « *apporté* » au pays !

Sommaire :

Editorial – Chambéry : à bâtons rompus avec des élus - A propos de la privatisation des barrages - Carnet de deuils - A Moûtiers, l'ARS vient défendre son projet - Hommage à Coco Doit - La question industrielle en Rhône-Alpes - Allos sports - La Lettre de Michel Etiévent.



Et puis, si l'on veut « *libérer l'activité* » des pontes de la BNP, eux qui savent « *prendre des risques* », il faut arrêter de leur chercher des poux dans la tête pour de minables « *délits d'initiés* » bien compréhensibles pour des gens de cette envergure !

Quant aux banques françaises, si elles planquent un tiers de leurs activités internationales dans des paradis fiscaux, c'est qu'il faut bien répondre à la concurrence des autres, n'est-ce pas ? Leur mettre des bâtons dans les roues va nuire à leur activité, donc à l'emploi et, in fine, à la France !

Enfin, pour « *libérer l'activité* » des supermarchés Leclerc, on pourrait fermer les yeux sur ces stagiaires en provenance de Pôle emploi, stagiaires bien évidemment non rémunérés (*devraient déjà être heureux de travailler !*), et à qui la direction promet un CDI qui ne viendra jamais, avant de les remercier ! C'est que le marché est « *instable et mouvant* ». Les vrais économistes (*les ultralibéraux, donc*) ne cessent de l'expliquer.

Basta ! Sous l'expression ministérielle de « *libérer l'activité* » se cache la pire des politiques, celle qui consiste à supprimer tous les conquies sociaux pour accroître encore et encore la rémunération des actionnaires, une politique sans âme qui sacrifie la classe des salariés à la froide logique du taux de profit maximum, une politique marquée au sceau du libéralisme pur et dur, une politique qui ne réglera rien et ne pourra qu'ajouter « *de la décomposition à la décomposition* ». Elle est l'indice d'un système économique à bout de souffle et de l'incapacité qu'ont les dirigeants PS, UMP ou FN à en sortir. L'avenir est ailleurs.

Alain Dupenloup

Albertville

La folie austéritaire s'en prend aux écoles classées en ZEP !

Après les incidents parfois sérieux qui se sont produits dans certains quartiers d'Albertville (*notre journal en a parlé*), tout le monde réfléchit à ce qu'il convient de faire. Or, au moment où il faudrait en particulier investir pour créer des emplois et résorber l'échec scolaire dans les quartiers populaires, les écoles maternelle et primaire du Champ de Mars, qui étaient classées ZEP (*zone d'éducation prioritaire*), voient leur classification et les moyens qui s'y rattachent supprimés ! Ces deux écoles auront donc moins de personnels, moins de moyens financiers, et la scolarisation des deux ans y est remise en cause ! On marche sur la tête !

Nous voulions interviewer des enseignants à ce sujet, mais la



La banderole devant l'école

pression de l'administration est telle pour leur faire «avalier la pilule» qu'ils ne l'ont pas souhaité !... Ils sont pourtant scandalisés, les parents sont mobilisés (*voir la photo de la banderole*) et il serait bien d'écouter ce qu'ils disent plutôt que de tout faire pour qu'ils se taisent. Car l'amélioration des choses dans les quartiers passe aussi par l'école. Mais la politique d'austérité poursuit deux objectifs : des économies sur le service public, et la mise au placard d'une école de la réussite pour tous.

l'argent donné le soit sous contrôle. On doit savoir «où il va», l'emploi devant être l'objectif premier.

La question du transport ferroviaire a également été abordée. Faut-il maintenir des trains peu fréquentés ou les remplacer par des bus ? Certes, le car est «moins cher» que le train au kilomètre, mais il est beaucoup plus pollueur et «accidentogène». De plus, dès que le transport concerne plus de soixante personnes, c'est-à-dire dès qu'il faut mobiliser deux cars, l'avantage financier disparaît ! Remplacer des trains par des cars n'est donc pas une bonne réponse à la question du transport des passagers. Notons que, fidèles en ceci aux orientations défendues par José Bové et Daniel Cohn-Bendit au parlement européen, les élus rhônalpin EELV proposent de passer trois lignes SNCF au privé (*Ainsi, pour eux, l'ouest lyonnais, exploité en un réseau trams trains, pourrait être donné en gestion à du privé dans la future convention TER*). Les élus du Front de gauche proposent au contraire de valoriser le public en lui donnant les moyens de son bon fonctionnement.

Bien d'autres questions ont été abordées (*la formation, qui doit être gratuite, la nouvelle grande région qui risque de marginaliser les secteurs ruraux, etc*), prouvant à chaque fois la richesse et la nécessité de l'échange entre les militants et les élus. A renouveler sans modération.

Chambéry

A bâtons rompus entre responsables politiques et élus

Le Comité exécutif du PCF 73 a rencontré les élus Guy Fajeau (*conseiller municipal à Chambéry*) et Antoine Fatiga (*conseiller régional rhônalpin*) pour échanger très librement sur toutes les questions qui concernent les citoyens. Que ce soit dans les conseils municipaux ou à la région, la baisse des dotations d'Etat pose un vrai problème à tous les élus. A la région Rhône-Alpes, les élus du Front de gauche ont fait prendre cette réalité en compte par l'exécutif. Mais Jean-Jack Queyranne se garde bien de dire qu'il y a de l'argent (*voir le montant extravagant de la fraude fiscale !*) et accepte sans difficulté la création de la grande région Rhône-Alpes Auvergne. Avec ses deux milliards cinq cents millions d'euros de budget, la région Rhône-Alpes est peu endettée. Les élus du Front de gauche ont donc proposé qu'elle aille à l'emprunt pour mieux répondre à ses besoins en investissements, mais la majorité socialiste a refusé.

A propos des aides publiques au secteur privé, Antoine Fatiga a expliqué que les élus du Front de gauche bataillaient pour que

La question industrielle en Rhône Alpes

La journée de travail que les communistes ont tenue dernièrement à Lyon sur la question industrielle fut particulièrement riche et intéressante. En rendre compte complètement nécessiterait plusieurs numéros des Allobroges... et pourrait lasser nos lecteurs ! Nous nous contenterons donc d'évoquer quelques points. La délégation des communistes savoyards comptait cinq représentants.

Les spécificités de la région Rhône-Alpes

Ce fut l'élu régional Gilles Ravache qui présenta cet aspect des choses. Notre région Rhône-Alpes (*bientôt élargie à l'Auvergne*) est la deuxième région industrielle du pays. En Savoie, par exemple, les vallées ont été particulièrement industrialisées. Mais, à de rares exceptions près, l'industrialisation rhônalpine n'a pas intégré la totalité d'une filière. Ce qui implique, pour l'espace régional, des liens avec d'autres régions, d'autres pays. D'autant que la réforme territoriale va accroître le rôle des régions dans les questions industrielles. Le repli sur soi n'est donc pas une bonne réponse à la question industrielle.

D'autre part, si la région Rhône-Alpes est la deuxième région industrielle de France, elle est la première région sous-traitante ! Ce qui implique que, au niveau industriel, quand la France va mal, Rhône-Alpes va plus mal encore.

L'industrie, la finance... et la lutte des élus

Après Gilles Ravache, Christiane Puthod (*élue régionale également communiste*) mit en évidence les dangers de la financiarisation de l'économie. Elle nota qu'on veut nous imposer «un débat sur l'usine du futur alors qu'aujourd'hui, le déclin industriel entraîne vers le bas l'ensemble de l'économie». Car, un emploi industriel induit trois autres emplois !

La cause du mal est la financiarisation à outrance. Même EDF GDF rentre désormais dans le club des entreprises du CAC 40, «*tandis que des millions de Français tombent dans la précarité énergétique*» ! Bien sûr, si des emplois sont détruits, d'autres sont créés. Mais, non seulement il n'y a pas correspondance terme à terme, mais, de plus, l'exigence patronale du «*vite fait*» en lieu et place du «*bien fait*» a cassé les emplois intermédiaires qui sont la base de l'industrie.

Il faut inverser les logiques et faire autrement. Ainsi, concernant les pôles de compétitivité, Christiane Puthod précisera que les communistes ne sont pas forcément contre, la recherche étant une nécessité, mais, outre que ces pôles créent peu d'emplois, il faut aussi qu'ils profitent aux petites et moyennes entreprises.

Concernant les aides publiques données à l'industrie, Christiane Puthod précisera plusieurs exigences. Ces aides, dans l'esprit des communistes, doivent être conditionnées. Elles doivent servir à l'emploi et être assorties du non versement des rémunérations aux actionnaires. Ces aides doivent permettre la mise en œuvre d'un plan d'investissements par les entreprises concernées. Enfin il faut exiger la transparence totale quant à l'utilisation de ces fonds publics. C'est un enjeu majeur.

Notant que la banque publique d'investissements ne jouait pas son rôle et n'intervenait pas prioritairement sur l'industrie (*ce que les communistes dénoncent et combattent*), l'élu Front de gauche rappela aux participants que le Fonds régional d'action d'urgence pouvait prêter des experts aux syndicats contestant des suppressions d'emplois afin de les aider à construire des propositions alternatives, et qu'il ne fallait pas hésiter à s'en servir. On touchait là du doigt des avancées auxquelles les communistes n'étaient pas étrangers. A méditer, donc.

Un cas de figure emblématique, Kem One

Issue du groupe Arkema, l'usine Kem One fait partie de la filière pétrochimique. Arkema l'ayant refilée à un repreneur financier «*requin*», ce dernier s'est servi «*sur la bête*» et a mis l'entreprise en redressement judiciaire. Classique, hélas.

La CGT a alors fait le constat que la production de l'usine était demandée et qu'il n'y avait donc pas de problème de marchés. C'est la gestion de l'entreprise qui était en cause. Et, si l'usine Kem One fermait, d'autres entreprises liées à elle fermeraient aussi. Il y avait là une communauté de destins à faire jouer.

Les militants CGT ont donc proposé à ces entreprises auxquelles Kem One devait de l'argent d'abandonner ces dettes pour les transformer en capital dans la société.

C'était une idée surprenante qui a montré qu'on pouvait faire quelque chose... et qui a amené le tribunal de commerce à retirer le dossier. Les salariés se sont portés repreneurs, l'Etat est finalement intervenu et, malgré un plan social, l'entreprise Kem One est temporairement sauvée. Nous disons «*temporairement*» car la Commission européenne renâcle. La lutte continue.

Et l'Europe, dans tout ça ?

Le nouveau président de la commission européenne, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, veut créer «*un environnement favorable à l'investissement*» en supprimant «*les obstacles réglementaires*». Le discours est connu, c'est celui de tous les ultralibéraux, il ne vise qu'à maintenir la rémunération des actionnaires. Et, si Jean-Claude Juncker reconnaît qu'il y a «*une apathie de la demande*», il se garde bien de proposer l'augmentation des salaires. Son plan n'apportera donc pas une amélioration pour les salariés. Ni une réelle relance économique.

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Abonnement

Soutien à partir
de 30 euros

Réabonnement

Date :



Hommage à Raymond Doit

Notre camarade Raymond Doit (*que nous appelions tous affectueusement «Coco»*) nous a quittés début décembre. Sa famille communiste, des plus anciens aux plus jeunes, perd un camarade fidèle et attachant.

Gravement handicapé depuis quelques années par une maladie respiratoire et cardiaque, Coco nous manquait dans les rassemblements et réunions, qu'ils soient politiques ou syndicaux. Et il a bien fallu son grave handicap pour l'empêcher de militer au terme d'une vie intense consacrée à la défense du monde du travail, quitte à prendre des coups, quitte à négliger sa santé et sa vie personnelle.

Dès les années 50, Coco est au travail dans les entreprises du BTP à l'œuvre sur les grands chantiers qui naissent en Savoie autour des barrages hydrauliques. Et il est également au travail pour organiser les ouvriers à la CGT et créer leur outil de défense. De nombreux conflits et mouvements de grève sont d'ailleurs nécessaires pour améliorer le sort et les conditions de travail des salariés, et Coco est à la pointe du combat. C'est

à cette époque qu'il se lie d'amitié avec Raymond Rochaix (*lui aussi issu du BTP*) qui restera longtemps secrétaire de l'UD-CGT de Savoie.

Coco est sanctionné pour son activité syndicale et radié du secteur du BTP. C'est à l'usine Péchiney d'Epierre qu'il retrouve de l'embauche. Il y travaillera jusqu'à son licenciement économique par le groupe Atochem. Responsable de la CGT à Epierre, Coco y mène une lutte constante, notamment sur les conditions de travail, ce qui le conduit à des responsabilités dans ce domaine au sein de la fédération CGT de la Chimie. Et chacun se souvient de la lutte qu'il mena à Epierre pour s'opposer à la liquidation de la seule usine française produisant du phosphore.

Parmi ses nombreux engagements, Coco est responsable du PCF sur le canton d'Aiguebelle, aux côtés d'Auguste Mudry, conseiller général et député de la Savoie. Il est membre de la direction de la fédération de Savoie du PCF et, plus tard, conseiller municipal et adjoint au maire de Randens. En 1976, il contribue à l'élection de René Vair au conseil général, lequel récupère ainsi le poste qu'Auguste Mudry avait perdu en raison (*déjà !*) d'une coalition entre la droite et le parti socialiste de l'époque. Par la suite, Coco s'investira de nouveau pour l'élection d'Alain Bouvier.

Raymond Doit était un militant de terrain ne craignant pas la confrontation avec qui que ce soit, fraternisant facilement, aux convictions chevillées au corps, les défendant avec force et sincérité. Il avait acquis, par un travail volontaire et des lectures permanentes de multiples connaissances qu'il mettait au service de ses responsabilités. Il aura contribué pour beaucoup à la forte présence du PCF en Basse-Maurienne. Par tout son apport syndical et politique, il aura été un des grands militants du mouvement ouvrier savoyard.

Le PCF et Les Allobroges présentent leurs condoléances à tous ses amis, à ses sœurs, ainsi qu'à sa fille, à son fils et à leur famille.

du Front de Gauche, pour un élargissement en un Front Populaire nouveau, porteur d'une alternative réelle pour une 6^e République, pour la sauvegarde de la planète, pour la satisfaction des besoins sociaux de millions d'êtres humains écrasés par la pauvreté. L'Humanité fait de ses lecteurs des acteurs décidés à combattre la désespérance, toujours prêts à agir pour donner de l'espoir à ceux qui veulent transformer la société capitaliste en une société de justice, à ceux qui ne se contentent pas d'assister au match désolant entre la droite et son clone de gauche et l'extrême-droite, piétinant la démocratie jusqu'à l'élection d'un monarque républicain en 2017.

Nous continuerons d'agir avec l'Humanité et nous souhaitons que le journal de Jaurès, fondé il y a 110 ans, puisse encore nous aider longtemps dans notre combat pour un idéal de justice. Pour l'Humain d'abord, gardons l'Humanité d'abord !

G. Simon

Non à la privatisation : ne touchez pas au barrage de la Girotte !

Poursuivant son combat pour un Pôle public de l'énergie et soucieux de l'avenir du barrage de la Girotte menacé par une privatisation aux conséquences négatives, le Front de Gauche avait invité la population à une nouvelle réunion publique à Beaufort. Près de 100 personnes ont répondu à son appel, certaines décidées à prolonger les actions déjà menées pour empêcher une mise en concurrence «réduisant à néant le fruit d'un siècle de politiques industrielles et énergétiques cohérentes».

Après une introduction de Pierre Duc, conseiller municipal de Queige, rappelant que la question des barrages avait fait l'objet d'un rajout de deux articles (28 et 29) à la loi sur la transition énergétique (le lien est loin d'être évident mais la procédure accélérée permet de passer sous silence le mauvais coup préparé).

Avant un débat montrant l'attachement au service public dans l'intérêt de tous, deux intervenants développèrent divers aspects de la question : un responsable isérois d'un groupe de travail opposé à la privatisation des barrages (il a déjà obtenu 5000 signatures) et Gilles Ravache, président du groupe Front de Gauche au Conseil régional. Ainsi l'on apprit que la gestion des barrages est confiée pour l'instant à EDF (80%) et à la CNR (Compagnie Nationale du Rhône) et GDF Suez, avec une reconduction accordant la préférence au concessionnaire (préférence supprimée par Borloo). De plus, il n'y a aucune directive européenne à ce sujet. Avec la création de SEM (Sociétés

d'économie mixte, privé-public) présentées comme une panacée, la logique financière se substituerait à l'intérêt général et les communes seraient sollicitées (pour atteindre les 34% nécessaires à la minorité de blocage).

La maîtrise de l'énergie étant vitale, l'avantage d'avoir un seul opérateur dans un secteur donné permet une utilisation immédiate de l'hydraulique (10 000 emplois et 3 milliards d'euros) dont les profits possibles attirent les convoitises. Il faut également connaître les contradictions qui entretiennent la confusion : le Conseil régional a voté contre la privatisation, fin 2013, et les députés socialistes et verts ont voté la loi (y compris les articles 28 et 29) en 2014 ; le rapport parlementaire de la députée PS de l'Isère combattait la mise en concurrence des concessions et pourtant elle a voté la loi. Les citoyens peuvent donc se sentir trahis par ces revirements sous la pression du libéralisme.

Mais le Front de Gauche veut persévérer et demander l'abrogation des articles 28 et 29 de la loi d'autant plus qu'ils sont en contradiction avec la réussite de la transition énergétique. Malgré les difficultés de communication (information cantonale rejetée, presse absente), le Front de Gauche est bien décidé à poursuivre la lutte contre la privatisation des barrages, synonyme de profits. Il veut agir pour le service public qui peut assurer la sécurité, la sûreté de l'approvisionnement et un tarif égal pour tous. Toutes les suggestions d'actions seront étudiées pour ne pas laisser se renouveler dans la production d'énergie le même scandale que l'on connaît dans les concessions d'autoroutes.

Gérard Simon

Aix les Bains - Chambéry

Fusion des hôpitaux

Dominique Dord et Michel Dantin, respectivement maires d'Aix-les-Bains et de Chambéry, se sont félicités de la fusion des deux hôpitaux aixois et chambérien désormais réunis sous le nom de «*Centre hospitalier métropole Savoie*».

Certes les deux élus présentent la mariée sous un jour particulièrement avenant, pointant de futures créations d'emplois et l'ouverture de nouveaux services. Mais il faut être vigilant : la réalisation (*avortée*) d'un grand hôpital à La Bâthie était assortie des mêmes promesses, et on en est aujourd'hui à la menace de fermeture de l'hôpital de Moûtiers. Ceci dit, les situations entre le bassin chambérien et la Tarentaise sont différentes.

Ce qui est vrai, c'est que l'ARS encourage les fusions dans l'idée d'entraîner «*des économies d'échelle*», et que la politique de santé poursuivie aussi bien par Nicolas Sarkozy que par François Hollande vise à «*la maîtrise des dépenses de santé*» et au remplacement de la Sécurité sociale par l'assurance privée. Il ne faut donc pas «*baisser la garde*».

Val d'Isère

L'ancien PDG de l'Oréal n'aime pas l'odeur des frites

C'est un conflit de voisinage qui dure depuis un certain temps déjà. «*La cabane*», gérée par Valérie Maertens, est un petit snack «*démontable*» situé sur le front de neige de Val d'Isère. On y vend, entre autres, des frites.

L'implantation de ce snack est-elle «*légale*» ? Nous sommes bien incapables de le dire, tant le développement des stations de ski fut parfois fait «*à l'emporte-pièce*». Mais le système du snack «*démontable*» est assez commun en altitude. Ce qui est sûr c'est que l'odeur des frites et la musique (*produite pour la première fois cette année*) semblent gêner quelques propriétaires d'une résidence voisine nommée «*Neige et glace*». Ils ont donc saisi la justice (*5 procès depuis 2008 !*) afin, visiblement, d'obtenir la fermeture de ce snack à la fréquentation plutôt familiale. Parmi les requérants (*comme on dit*), il y a l'ancien PDG de l'Oréal, Lindsay Owen-Jones. Ce n'est pas bien beau de vouloir faire disparaître un petit pour «*purifier*» la vue.

Carnet de deuils

Canton d'Aiguebelle

« Coco » nous a quittés

Il s'appelait Raymond Doit. Pour tous, c'était «Coco». Ouvrier dans l'ancienne usine d'Epierre, infatigable militant syndical et politique, communiste intègre, sensible et intransigeant face au patronat, il possédait «un instinct de classe» respecté, puissant, majeur. Pour des générations de communistes, «Coco», dans son langage imagé et sa volonté révolutionnaire, a représenté une sorte de modèle. Avant même que le slogan «on lâche rien, on exige tout» ne devienne à la mode, il a constitué sa feuille de route quotidienne.

Son dévouement à la classe ouvrière, son refus des compromissions, son intelligence politique, sa modestie, son courage, ont été, pour les cadres d'aujourd'hui du PCF 73, une véritable leçon de militantisme communiste, dans l'idée affirmée de ne rien, ni rechercher, ni recevoir, en retour. Il avait refusé de quitter l'usine d'une façon «anticipée» sans être remplacé par un jeune !

La confiance extraordinaire dont la population ouvrière lui témoignait s'était traduite, lors des premières élections municipales où il se présentait à Randens sur une liste de gauche (le panachage y était autorisé), par un score tellement élevé qu'il dépassa celui du futur maire !

Pour la fédération de Savoie du PCF, le décès de «Coco» constitue une perte immense. Des initiatives devraient être prises pour rappeler qui il fut et ce qu'il fit.

Canton de La Chambre

Jo Blanc est décédé

Joseph Blanc, «Jo», conseiller municipal de St Etienne de Cuines de 1983 à 1989, fut ensuite élu maire de la commune de 1989 jusqu'au 7 décembre 2014, jour de sa disparition.

«Jo», qui fut candidat du PCF lors d'élections départementales, était de ces maires que l'on peut authentiquement qualifier de «maires de progrès». Soucieux d'une vraie collaboration intercommunale, il avait accueilli dans sa commune le centre polyvalent d'action sociale, le siège de l'association Declicc, celui du Sivom, etc. Ce qui lui fut d'ailleurs reproché lors des dernières élections municipales !...

Lui fut également reproché d'avoir donné un toit à une famille de demandeurs d'asile ayant connu au Kosovo la guerre et la violence, famille à qui il voulait offrir enfin un peu de paix. «Jo» fut ainsi un élu au service de L'Humain. A son épouse Anne, à toute sa famille, notre parti et son journal présentent leurs condoléances.

Conseil Régional Rhône Alpes

Pour le Front de gauche, « Agrilocal » ne passe pas !

Les élus du Front de gauche ont voté **contre** une délibération dont la présidence du conseil régional rhônalpin affirmait qu'elle allait dans le sens du «renforcement de l'approvisionnement des restaurants des lycées publics en produits locaux et régionaux».

En réalité, cette délibération (apparemment sympathique), passée en urgence, avait pour seul objet de permettre le déploiement régional de la plateforme numérique Agrilocal, avec le financement d'un poste destiné à cela auprès du conseil général de la Drôme.

Or, pour le groupe Front de gauche, Agrilocal est un dispositif qui ne favorise ni le bio, ni le local, mais qui, conformément aux orientations libérales, met en concurrence les petits producteurs locaux avec des grossistes qui font de la revente de produits importés sans aucun souci, ni de la qualité, ni de la sécurité alimentaire.

Imposée dans l'urgence et sans aucune concertation, la délibération régionale a suscité de fortes inquiétudes au sein des associations locales.

Pollution en Maurienne

Un communiqué de la CGT Energie Savoie

La vallée de la Maurienne a connu, il y a quelques temps, une pollution de l'Arc et du bassin du Flumet, «suite à une fuite de fioul provenant d'une usine située à St Michel de Maurienne».

La CGT Energie Savoie a donc fait un communiqué de presse pour expliquer en quoi l'existence d'ouvrages hydrauliques exploités par EDF a contribué à maîtriser cette pollution.

La CGT écrit : «15 m3 d'hydrocarbures échappés dans la nature ont pu être récupérés par les pompiers grâce à l'aide d'EDF. C'est bien grâce à l'aide des ouvrages hydrauliques que la pollution a pu être canalisée. Les pertes de production électrique qui en ont résulté seront entièrement assumées par le service public plaçant l'intérêt de l'environnement comme la priorité. Or cela sera sans doute plus difficile dans le futur.

En effet, depuis le vote par l'Assemblée nationale du projet de loi sur la transition énergétique, on peut redouter qu'avec une gestion purement financière, avec la mise en place de sociétés d'économie mixte, les choix soient plus arbitrés par la rentabilité que par la préservation de l'environnement. C'est pourquoi il est nécessaire d'empêcher que cette loi soit validée par le Sénat en février 2015».

Moûtiers

Le maire fait venir l'ARS pour défendre son projet hospitalier face à la population

Le maire de Moûtiers a décidé une réunion publique sur l'avenir de l'hôpital en invitant Mme Wallon, directrice de l'Agence régionale de santé (l'ARS) Rhône-Alpes, à y présenter son projet de «restructuration», le mot moderne pour dire «fermeture de services et suppression d'emplois». Cette réunion ayant eu lieu au moment de la mise en page de ce journal, nous en rendrons compte dans notre prochaine édition.

Ce qui semble clair, c'est que le maire de la ville cherche à se débarrasser au plus vite de «l'épine dans son pied» que constitue la question hospitalière. Pour sa part, le collectif pour l'hôpital devait intervenir au cours de cette réunion pour exposer son contre-projet (au contraire du projet de l'ARS qui ferme l'hôpital, le contre-projet du collectif veut le développer). Le collectif devait également demander que les deux visions de l'avenir de l'hôpital



Pose d'une banderole sur la route de St Martin de Belleville

soit soumises à l'appréciation des citoyens des cantons de Bozel et Moûtiers par référendum.

Enfin le collectif s'est adressé aux élus UMP Hervé Gaymard, Vincent Rolland et Fabrice Pannekoucke (tous membres du comité de pilotage qui «réfléchit» à l'avenir de l'hôpital de Moûtiers) pour leur demander de **ne pas signer le protocole de restructuration proposé par l'ARS**. Nous sommes curieux de connaître leur éventuelle réponse... Juste pour pouvoir en informer nos lecteurs.

Reconnaissance de l'Etat palestinien : il y a deux grands timides à l'Assemblée ...

Lors du vote des députés français pour ou contre la reconnaissance d'un Etat palestinien (les élus PCF-Front de gauche ayant évidemment voté pour), on a noté deux absents de marque (leurs noms n'apparaissent pas dans les comptes-rendus disponibles), les UMP Savoyards Hervé Gaymard et Dominique Dord, sans doute retenus par d'importantes réunions, une rencontre sportive majeure, une panne d'essence, un baptême, un divorce, un thé dansant, ou, qui sait, l'impérieux besoin de soulager sa vessie au moment du vote. Scandalisé par cette lâche désinvolture, André Curtillat, progressiste de Cevins (il est membre du PG), s'est fendu d'un communiqué à la fois cinglant et humoristique que nous vous livrons ici.

Visant le député de sa circonscription Hervé Gaymard, André Curtillat écrit : «Tout le monde connaît les résultats du vote des députés au sujet de la reconnaissance de la Palestine. Dans notre circonscription j'ai cherché en vain le nom de Mr Gaymard. Il ne figure nulle part, sauf erreur de ma part, ni dans les pour (très rares dans son parti l'UMP), ni dans les contre (très nombreux dans son parti), ni dans les abstentionnistes.

Il fait donc partie, je suppose, des 47 députés de son parti qui ne se sont pas déplacés pour cette question dérisoire qu'est la Palestine... Si d'aventure quelqu'un savait quelles tâches de la plus haute importance retenaient ailleurs Mr Gaymard ce jour-là, ce serait bien qu'on les connaisse. Car on ne saurait soupçonner Mr Gaymard qui dit souvent, à qui l'interroge, **son attention constante pour la question palestinienne**, de s'être comporté au pied du Mur comme un vulgaire Ponce Pilate... Merci à qui pourra nous éclairer».